

Alors qu'il quittera ses fonctions après les législatives espagnoles du 14 mars

Aznar plus pro-Bush que jamais

Madrid : Diane Cambon

José Maria Aznar s'est montra plus proaméricain que jamais en effectuant à Washington sa sortie de la scène internationale. Appelé à quitter ses fonctions après les législatives du 14 mars, le président du gouvernement espagnol a eu l'occasion mercredi de faire des adieux chaleureux à son plus proche allié, le président George W. Bush.

C'est avec nostalgie et fierté qu'il a salué les relations étroites entre Madrid et Washington, tissées depuis son premier mandat en 1996 et renforcées ces derniers mois par la position commune sur la question irakienne. Alors que José Maria Aznar assurait que son pays et les Etats-Unis étaient à « un point culminant de leurs relations » et que Madrid « servirait de tête de pont pour resserrer les liens entre les Etats-Unis et l'Union Européenne », George W. Bush s'est montré tout aussi enthousiaste à propos de la bonne entente hispano-américaine. « *Devant ces caméras, je veux vous remercier pour votre qualité de chef déterminé, votre courage, votre sagesse et vos conseils* », a déclaré le président américain en s'adressant au dirigeant espagnol.

d'ailleurs de payer, puisque l'Espagne est le seul pays européen à avoir obtenu un contrat américain de 1,5 milliard de dollars pour réaliser des projets de construction et de développement dans vingt-cinq pays, dont l'Irak.

A Washington, l'offensive de charme d'Aznar auprès de l'Administration Bush s'est accompagnée d'une série de piques à l'adresse de la diplomatie française. Dans une interview publiée par le *Washington Post*, il a affirmé que la politique étrangère de l'Espagne avait été « *surboardonnée à la France* » depuis « *les années 1800* ». « *Ce n'est plus le cas. Certains sont satisfaits, d'autres ne le sont pas. Je suis heureux que l'Espagne prenne, elle-même, ses propres décisions. Tout d'un coup nous nous trouvons aux avant-postes* », a-t-il affirmé selon le quotidien de la capitale fédérale.

La presse espagnole rapportait hier d'autres propos du chef de gouvernement rejetant le principe de « *l'exception culturelle* » défendue par Paris. Il s'agit, aurait dit M. Aznar, d'un « *refuge des cultures en déclin* ». « *Je ne crois pas en l'exception culturelle européenne et je ne redoute pas la globalisation* », aurait-il ajouté devant des chefs d'entreprise américains et espagnols au siège de la



Effectuant cette semaine à Washington sa sortie de la scène internationale, José Maria Aznar a assuré que son pays et les Etats-Unis étaient à « un point culminant de leurs relations ». (Photo AFP.)

Au cours de sa visite, le chef de gouvernement s'est présenté comme le meilleur allié des Etats-Unis en Europe. Évoquant l'appui donné aux opérations anglo-américaines en Irak, où 1 300 soldats espagnols ont été déployés, il s'est prononcé en faveur d'un transfert à l'Otan de la responsabilité des forces de la coalition en Irak. Sa stratégie de soutien aux Etats-Unis vient

chambre de commerce des Etats-Unis à Washington. « *L'idée de créer une exception culturelle vient des pays dont la culture est en déclin. Ceux qui ne connaissent pas ce problème n'ont rien à craindre* », a affirmé José Maria Aznar dans une référence à l'expansion de la culture hispanique aux Etats-Unis.

Pour certains, la lune de miel entre Aznar et Bush s'explique par la volonté du chef de gouvernement espagnol de faire entrer son pays dans le cercle des puissances de premier rang qui participent notamment au G. 8. « *Après l'amarrage européen entamé avec l'adhésion à l'UE en 1986, l'Espagne est entrée dans un autre cycle, celui de la fin des complexes* », explique Charles Powell, analyste à l'Institut Elcano, de relations internationales, à Madrid.

D'autres s'étonnent que l'Espagne prenne le risque de s'allier avec des pays comme la France et l'Allemagne alors que c'est largement à l'Europe qu'elle doit d'être sortie de l'isolement franquiste. « *Aznar a pris un énorme risque en optant si nettement pour Bush* », estime l'historien Enrique Gil Calvo. « *Il a trahi l'Union européenne et a mis en péril les intérêts primordiaux de l'Espagne, qui se trouvent en Amérique latine et en Europe, en France en particulier.* »